



**ARRETE MUNICIPAL n°2024-217**  
**Portant interdiction provisoire du stationnement**  
**sur les trois emplacements**  
**Rue de l'Europe sur le dernier plateau**

**Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,**

Vu le code pénal et notamment son article R 61-5,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2221-1 et 2, L 2212-1 et 2, L 2213-1 et 4, L 2215-1

Vu le code de la route,

Vu la demande faite le 14 octobre 2024 par Monsieur Pascal SCANAVINO, président du Comité de Savoie de Judo, domicilié 24 rue Edouard Colonne à Aix-les-Bains,

Considérant que pour garantir la sécurité des usagers il est nécessaire de d'interdire le stationnement des véhicules sur des emplacements afin de pouvoir stoker du matériel sur le domaine public communal.

**ARRETE**

**Article 1 :** Le stationnement des véhicules sera strictement interdit sur les 3 emplacements rue de l'Europe sur le dernier plateau afin de permettre la dépose d'un conteneur (les plus proches de la montée au centre omnisport) :

- Le vendredi 02 novembre 2024 de 08h00 à 18h00 ;
- Le samedi 03 novembre 2024 de 08h00 à 18h00 ;

**Article 2 :** Une signalisation réglementaire sera mise en place sur les emplacements concernés par les services techniques de la commune afin de matérialiser les interdictions.

**Article 3 :** Les contrevenants aux présentes dispositions seront poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à l'article 1 du présent arrêté municipal seront considérés en stationnement gênant et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

**Article 4 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur des Services Techniques, la Police Municipale,

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :


- Brigade de gendarmerie d'Aix les Bains
- Comité de Savoie de Judo

Fait à Grésy-sur-Aix, le 14 octobre 2024

Le Maire,  
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 18/10/2024  
Notifié à l'intéressé le : 18/10/2024  
Certifié exécutoire le : 18/10/2024



  
Par délégation du Maire,  
Colette PIGNIER,  
1ère Adjointe

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.